




Règlement Disciplinaire

Version 1
Révision 0

Référence Document Technique : RGLT-02-v1.0

	Règlement Disciplinaire	Réf. : RGLT-02-v1.0
		Date : 4 janvier 2011 8 pages

1. CONTEXTE

Le pouvoir disciplinaire en matière de lutte contre le dopage fera l'objet d'un prochain règlement.

2. ORGANES DISCIPLINAIRES

2.1. Dispositions communes aux organes disciplinaires de première instance et d'appel

2.1.1. Composition et compétence

Il est institué :

Une Chambre Nationale de Discipline (CND) tenant les 2 rôles au sein de la fédération :

Un organe disciplinaire de première instance.

Une commission fédérale d'appel, unique, dans le cas où l'Organe Local de Discipline (cf. plus bas) n'aurait pu trancher le litige ou à la demande de la personne sanctionnée.

Un Organe Local de Discipline (OLD) de première instance.

Un conflit échappant à l'autorité des organes locaux seraient traité par la CND réunie en commission disciplinaire de première instance puis, le cas échéant par la CND réunie en commission disciplinaire d'appel.

ó Ces organes sont investis du pouvoir disciplinaire à l'égard des associations affiliées à la fédération sportive de speed badminton, des membres licenciés de ces associations et des membres licenciés de la fédération ou de ses organes territoriaux. Les organes territoriaux feront l'objet de mentions dans un règlement spécifique au cours du développement de la fédération.

ó La CND instituée au sein de la Fédération est compétente pour toute affaire échappant à la compétence territoriale des clubs affiliés ou pour laquelle il y a conflit de compétence entre plusieurs clubs.

ó Les questions de compétence territoriale sont tranchées, s'il y a lieu, par la CND.

ó La CND se compose de 3 membres au moins choisis en raison de leurs compétences d'ordre juridique et déontologique. Tout organe disciplinaire est composé en majorité de membres n'appartenant pas aux instances dirigeantes. Le président de la Fédération ne peut être membre d'aucun organe disciplinaire. Nul ne peut être membre de plus d'un de ces organes pour la même affaire.

- La nomination des membres de la CND est l'affaire du président de la fédération.

- L'OLD est composé au sein de chaque association affiliée par un minimum de 3 membres représentant chaque association sportive incriminée dans l'affaire. Ces membres

ne peuvent avoir d'intérêts engagés dans l'affaire. Leur nomination est l'affaire du président de l'association affiliée ou est licencié le joueur fautif.

- En cas de litige incriminant 2 associations affiliées, il sera nommé par le président [de l'association affiliée victime/ou est licencié le joueur victime] un nombre de membre égal à celui de l'autre association.

- Le président de l'OLD est élu par ses membres.

ó Les membres des organes disciplinaires ne peuvent être liés à la Fédération par un lien contractuel autre que celui résultant éventuellement de leur adhésion.

ó La durée du mandat est fixée à quatre ans.

ó En cas d'absence ou d'empêchement définitif du président de la CND ou de l'OLD, l'organe procède à la réélection de celui-ci.

ó Lorsque l'empêchement définitif d'un membre est constaté, un nouveau membre est désigné dans les mêmes conditions que son prédécesseur pour la durée du mandat restant à courir.

2.1.2. Réunion

Les organes disciplinaires de première instance et d'appel se réunissent sur convocation de leur président ou de la personne qu'il mandate à cet effet. Chacun d'eux ne peut délibérer valablement que lorsque trois au moins de leurs membres sont présents.

Les fonctions de secrétaire de séance sont assurées par une personne désignée par l'organe disciplinaire sur proposition de son président et qui peut ne pas appartenir à cet organe. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

2.1.3. Débats

Les débats devant les organes disciplinaires sont publics.

Toutefois, le président peut, d'office ou à la demande d'une des parties, interdire au public l'accès de la salle pendant tout ou partie de la séance.

2.1.4. Conflit d'intérêt dans un litige

Les membres des organes disciplinaires, que ce soit CND ou OLD, ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt direct ou indirect à l'affaire.

À l'occasion d'une même affaire, nul ne peut siéger dans l'organe disciplinaire d'appel s'il a siégé dans l'organe disciplinaire de première instance.

2.1.5. Confidentialité

Les membres des organes disciplinaires et les secrétaires de séance sont astreints à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions.

Toute infraction à cette disposition entraîne la cessation des fonctions du membre de l'organe disciplinaire ou du secrétaire de séance ainsi que l'engagement de poursuites disciplinaires à l'encontre du fautif dans le cas où celui-ci serait adhérent à la fédération.

2.2. Dispositions relatives aux organes disciplinaires de première instance

2.2.1. Fonctionnement

Les poursuites disciplinaires sont engagées par le Bureau fédéral ou local, selon la compétence territoriale. Un tiers a la possibilité de saisir l'OLD par courrier recommandé adressé au président de l'association de convocation.

Il est désigné au sein de la Fédération ou de ses organes locaux, par le président de la Fédération ou de l'association (dans le cas de l'OLD), un représentant chargé de l'instruction des affaires disciplinaires. Toutes les affaires font l'objet d'une instruction. Les personnes désignées pour l'instruction ne peuvent avoir un intérêt direct ou indirect à l'affaire. Cette personne peut éventuellement faire partie de l'OLD ou être un tiers extérieur.

Elles sont astreintes à une obligation de confidentialité pour tous les faits, actes et informations dont elles ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions. Toute infraction à cette disposition est sanctionnée par le Comité Directeur compétent d'interdiction d'instruction pour une durée de 2 ans et pourra faire l'objet d'une procédure disciplinaire.

Elles reçoivent délégation du président de la Fédération ou de l'organe local pour toutes les correspondances relatives à l'instruction des affaires.

2.2.2. Instruction

Le représentant de la Fédération ou de l'organe local chargé de l'instruction établit au vu des éléments du dossier, dans un délai de deux mois à compter de sa saisine, un rapport qu'il adresse et présente à l'organe disciplinaire. Il n'a pas compétence pour clore de lui-même une affaire.

L'instruction comportera le recueil des éléments d'information ayant trait au litige. Ce peuvent être des témoignages, des preuves écrites, des documents authentiques d'origine vérifiable, mais en aucun cas une simple suspicion ne pourra faire l'objet d'une mention dans le rapport d'instruction.

L'instruction prendra soin de ne pas perdre neutralité dans la rédaction du rapport et veillera à respecter le point de vue de chaque parti.

2.2.3. Convocation

Le licencié poursuivi et, le cas échéant, les personnes investies de l'autorité parentale sont convoqués par le Président de l'organe disciplinaire devant cet organe, par l'envoi d'un document énonçant les griefs retenus sous forme d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception quinze jours au moins avant la date de la séance. Lorsque la procédure disciplinaire est engagée à l'encontre d'une personne morale, son représentant statutaire est convoqué dans les mêmes conditions.

L'intéressé ne peut être représenté que par un avocat ou par lui-même. Il peut être assisté d'une ou plusieurs personnes de son choix. S'il ne parle pas ou ne comprend pas suffisamment la langue française, il peut se faire assister d'une personne capable de traduire les débats.

L'intéressé ou son défenseur peut consulter, avant la séance, le rapport et l'intégralité du dossier. Il peut demander que soient entendues les personnes de son choix, dont il communique le nom huit jours au moins avant la réunion de l'organe disciplinaire. Le président de ce dernier peut refuser les demandes d'audition qui paraissent abusives.

La convocation mentionnée au premier alinéa indique à l'intéressé ses droits tels qu'ils sont définis au présent article.

Le délai de quinze jours mentionné au premier alinéa peut être réduit à huit jours en cas d'urgence et à la demande du représentant chargé de l'instruction. En ce cas, la faculté pour le licencié ou la personne morale de demander l'audition de personnes s'exerce sans condition de délai.

Le délai peut, à titre exceptionnel, être inférieur à huit jours, à la demande du licencié à l'encontre duquel est engagée la procédure disciplinaire dans le cas où il participe à des phases finales d'une compétition.

2.2.4. Report

Dans le cas d'urgence prévu au dernier alinéa de l'article 2.2.3. et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé.

Dans les autres cas et sauf cas de force majeure, le report de l'affaire ne peut être demandé qu'une seule fois, quarante-huit heures au plus tard avant la date de la séance. La durée du report ne peut excéder vingt jours.

Toute non-comparution à une convocation revient à accepter les charges retenues.

2.2.5. Débat

Le représentant chargé de l'instruction présente oralement son rapport.

Le président de l'organe disciplinaire peut faire entendre par celui-ci toute personne dont l'audition lui paraît utile. Si une telle audition est décidée, le président en informe l'intéressé avant la séance dans des délais raisonnables.

L'intéressé et, le cas échéant, ses défenseurs sont invités à prendre la parole en dernier.

2.2.6. Délibération

L'organe disciplinaire délibère à huis clos, hors de la présence de l'intéressé, de ses défenseurs, des personnes entendues à l'audience et du représentant chargé de l'instruction. Il

statue par une décision motivée. En cas d'égalité lors du vote, la voix du président de l'organe prévaut.

La décision est signée par le président et le secrétaire de séance. Elle est aussitôt notifiée par lettre adressée dans les conditions définies au premier alinéa de l'article 2.2.3.

La notification mentionne les voies et délais d'appel.

2.2.7. Délai

L'organe disciplinaire de première instance doit se prononcer dans un délai de trois mois à compter de l'engagement des poursuites disciplinaires.

Lorsque la séance a été reportée en application de l'article 2.2.4. le délai mentionné à l'alinéa précédent est prolongé d'une durée égale à celle du report.

Faute d'avoir statué dans ces délais, l'organe disciplinaire de première instance est dessaisi et l'ensemble du dossier est transmis à l'organe disciplinaire d'appel compétent.

2.3. Dispositions relatives à la commission fédérale d'appel (CND)

2.3.1. Exercice du droit d'appel

La décision de l'organisme disciplinaire de première instance peut être frappée d'appel par l'intéressé ou par le président de la Fédération ou de l'organe local compétent dans un délai de 20 jours calendaires.

Ce délai est porté à 30 jours calendaires dans le cas où le domicile du licencié ou le siège de l'association est situé hors de la métropole.

L'exercice du droit d'appel ne peut être subordonné au versement d'une somme d'argent à la Fédération ou limité par une décision d'un organe fédéral.

Sauf décision contraire de l'organe disciplinaire de première instance dûment motivée, l'appel est suspensif.

Lorsque l'appel n'émane pas de la personne poursuivie, celle-ci en est aussitôt informée par l'organe disciplinaire d'appel qui indique le délai dans lequel elle peut produire ses observations.

2.3.2. Commission d'appel

La CND réunie en commission fédérale d'appel statue en dernier ressort.

Elle se prononce au vu du dossier de première instance et des productions d'appel, dans le respect du principe du contradictoire.

Le président désigne un rapporteur qui établit un rapport exposant les faits et rappelant les conditions du déroulement de la procédure. Ce rapport est présenté oralement en séance.

Les dispositions des articles 2.2.3. à 2.2.6. ci-dessus sont applicables devant la commission fédérale d'appel, à l'exception du troisième alinéa de l'article 2.2.6.

2.3.3. Délai et aggravation de la sanction

La commission fédérale d'appel doit se prononcer dans un délai de six mois à compter de l'engagement initial des poursuites. À défaut de décision dans ce délai, la procédure est déclarée nulle.

Lorsque la commission fédérale d'appel n'a été saisie que par l'intéressé, la sanction prononcée par l'organe disciplinaire de première instance ne peut être aggravée.

2.3.4. Notification de la décision

La notification de la décision doit préciser les voies et délais de recours dont dispose l'intéressé.

La décision sera publiée au prochain Bulletin Officiel (BO) de la Fédération. Le BO sera mis en place prochainement.

3. SANCTIONS DISCIPLINAIRES

3.1. Sanctions

3.1.1. Sanctions applicables

Les sanctions applicables sont :

- ó Des pénalités sportives telles que déclassement, suspension de terrain, retrait de points ;
- ó Des sanctions disciplinaires choisies parmi les mesures ci-après :

- La avertissement ;

- Le blâme ;

- La suspension de compétition ou d'exercice de fonctions ;

- Des pénalités pécuniaires ; lorsque cette pénalité est infligée à un licencié, elle ne peut excéder le montant des amendes prévues pour les contraventions de police ;


- Le retrait provisoire de la licence ;

- La radiation ;

- ó L'inéligibilité pour une durée déterminée aux instances dirigeantes, notamment en cas de manquement grave aux règles techniques du jeu ou d'infraction à l'esprit sportif.

En cas de première sanction, la suspension de compétition peut être remplacée, avec l'accord de l'intéressé et, le cas échéant, celui de son représentant légal, ou complétée par l'accomplissement pendant une durée limitée d'activités d'intérêt général au bénéfice de la Fédération ou d'une association sportive.

3.1.2. Entrée en vigueur des sanctions

	Règlement Disciplinaire	Réf. : RGLT-02-v1.0
		Date : 4 janvier 2011 8 pages

L'organe disciplinaire fixe la date d'entrée en vigueur des sanctions et ses modalités d'exécution.

3.2. Sursis

Les sanctions prévues à l'article 3.1.1. autres que l'avertissement, le blâme et la radiation, peuvent, lorsqu'elles sont prononcées à titre de première sanction, être assorties en tout ou partie d'un sursis.

La sanction assortie d'un sursis est réputée non avenue si, dans un délai de trois ans après son prononcé, l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction mentionnée à l'article 3.1.1. Toute nouvelle sanction pendant ce délai emporte révocation du sursis.